



APPEL D'OFFRES N°12/CSEFRS/2016

**RELATIF A LA REALISATION DES ACTIONS DE FORMATION CONTINUE AU PROFIT DU
PERSONNEL DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE, EN DEUX LOTS**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

En application de l'article 1 du règlement des achats du Conseil et des dispositions de l'alinéa 2 § 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3 § 3 de l'article 17 décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de la consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix n°12/CSEFRS2016 relatif à la réalisation des actions de formation continue au profit du personnel du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, en deux lots.

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil et de l'article 18 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-12-349 précité. Toute disposition contraire au décret n° 2-12-349 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions du décret précité.

ARTICLE 2 : MAÎTRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est le Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, représenté par son Président.

ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349;

1. Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics, dans le cadre des procédures prévues par le présent décret, les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
 - Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
 - Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes ;
2. Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :
 - Les personnes en liquidation judiciaire ;
 - Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
 - Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n° 2-12-349.
 - Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

ARTICLE 4 : PIECES JUSTIFICATIVES A FOURNIR PAR LES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 2-12-349, chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

A- Dossier administratif :

Ce dossier doit comprendre :

1- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a- Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du décret n° 2-12-349.

b- L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;

c- Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret n° 2-12-349.

NB- Pour les concurrents en redressement judiciaire, une copie légalisée de l'autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente leur permettant de poursuivre l'exercice de leur activité.

2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n° 2-12-349:

a- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

b- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 3 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

c- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 3 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

d- Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.

e- L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b), c) et d) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

B- Dossier technique :

Ce dossier comprend une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

Les copies certifiées conformes des attestations de références des concurrents pour des thèmes analogues et similaires, animés au profit d'autres organismes.

Ces attestations doivent être délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés desdites prestations. Elles précisent notamment la nature des prestations, les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

ARTICLE 5 : OFFRE FINANCIERE

Conformément à l'article 27 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics l'offre financière comprend :

a- l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 157 du décret n° 2-12-349 précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

b- le bordereau des prix - détail estimatif dont les modèles sont établis par le Maître d'Ouvrage et figurent dans le présent dossier d'appel d'offres.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

Le montant total du bordereau des prix-détail estimatif doit être libellé en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 6 : OFFRE TECHNIQUE

L'offre technique comprenant :

- 1- une note de présentation de la méthode pédagogique proposée tout en précisant pour chaque Thème/module :
 - ✓ les objectifs pédagogiques déclinés des objectifs de formation ;
 - ✓ Le programme pédagogique précisant le déroulement de la formation par séance.
 - ✓ les contenus par thème et par module ;
 - ✓ les techniques d'animation à utiliser ;
 - ✓ les supports pédagogiques et logistiques ;
 - ✓ la démarche pédagogique et les outils d'évaluation.
- 2- la liste nominative des formateurs qui seront chargés de la réalisation des prestations tout en précisant la (les) personne (s) affectée (s) à l'animation de chaque thème.
- 3- les CV des formateurs signés et légalisés datant **de moins de trois (03) mois** par les membres eux-mêmes, tout en précisant les diplômes, les qualités et les expériences dans les domaines objet de la formation.
- 4- les copies certifiées conformes des diplômes ou des certificats d'obtention des diplômes, des certificats de formation continue et des diplômes de spécialisation.
- 5- Une note indiquant l'expérience et la qualification de chaque formateur par rapport au thème qu'il sera appelé à animer, les diplômes et les certificats de formation continue détenue lors de leur carrière professionnelle, liste des thèmes analogues et similaires animés, en tant que formateur, au profit d'autres administrations publiques ou privés.

- 6- Les copies certifiées conformes des attestations de références des concurrents pour des thèmes analogues et similaires, animés au profit d'autres organismes.

Ces attestations doivent être délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés desdites prestations. Elles précisent notamment la nature des prestations, les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

ARTICLE 7 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du Cahier des Prescriptions Spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret n° 2-12-349, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci sera publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du décret n° 2-12-349. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne sera tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

ARTICLE 9 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans les bureaux désignés dans l'avis d'appel d'offres (Aile A2, Avenue Allal El Fassi, Madinat Al Irfane, Rabat) dès la première parution de cet avis dans l'un des supports de publication prévus à l'article 20 du décret n° 2-12-349 et jusqu'à la date limite de remise des offres. Il est retiré gratuitement.

Le dossier d'appel d'offres est également disponible sur le site web du Conseil (www.csefrs.ma) et sur le portail des marchés de l'Etat (www.marchespublics.gov.ma).

ARTICLE 10 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au Maître d'Ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le Maître d'Ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le Maître d'Ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il sera également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appels d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le Maître d'Ouvrage seront communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les sept (7) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois,

lorsque ladite demande interviendra entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse sera intervenue au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 11 : MODE DE JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué par lot.

ARTICLE 12 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1. contenu des dossiers des concurrents :

Conformément à l'article 27 du décret n°2-12-349, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée à cet effet ;
- le dossier administratif (voir article 4 ci-dessus)
- le dossier technique (voir article 4 ci-dessus)
- une offre financière (voir article 5 ci-dessus)
- Une offre technique (voir article 6 ci-dessus)

2. Présentation des dossiers des concurrents :

- Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349, le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :
 - Le nom et l'adresse du concurrent ;
 - L'objet du marché ;
 - La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
 - L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient trois enveloppes distinctes :

a. La première enveloppe contient les pièces des dossiers administratifs et technique et le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « Dossiers administratif et technique ».

b. La deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « Offre financière ».

c. La troisième enveloppe contient l'offre technique. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « Offre technique » ;

Ces trois (3) enveloppes doivent indiquer de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément à l'article 31 du décret n° 2-12-349, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, au Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, sis au Complexe administratif de la Fondation Mohammed VI de promotion des Œuvres Sociales de l'Education-Formation Aile A2, Avenue Allal El Fassi, Madinat Al Irfane, Rabat;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse précitée ;

- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le Maître d'Ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial prévu à l'article 19 du décret n° 2-12-349. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur le pli remis.

Les plis resteront fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues à l'article 31 du décret n° 2-12-349.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS

Conformément à l'article 32 du décret n° 2-12-349, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis. Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au Maître d'Ouvrage. La date et l'heure de retrait seront enregistrées par le Maître d'Ouvrage dans le registre visé à l'article précédent.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions fixées à l'article précédent.

ARTICLE 15 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les concurrents qui n'ont pas retiré définitivement leurs plis dans les conditions prévues à l'article 14 ci-dessus resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix, pendant le délai prévu ci-dessus, le Maître d'Ouvrage saisira les concurrents, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception et leur proposera une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Maître d'Ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, resteront engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 16: CRITÈRES D'APPRÉCIATION DES CAPACITÉS DES CONCURRENTS

Conformément à l'article 36 du décret n°2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013), la commission apprécie les capacités financières et techniques eu égard à la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif et technique de chaque concurrent. A cet effet, il est précisé que l'activité du concurrent doit obligatoirement correspondre à la nature des prestations objet de la consultation.

ARTICLE 17: CRITÈRE D'ÉVALUATION DES OFFRES

Les offres seront jugées sur la base de l'offre financière et de l'offre technique.

Les offres techniques et financières seront examinées et évaluées conformément aux dispositions des articles 38, 39, 40 et 41 du décret n°2.12.349.

L'offre la plus avantageuse sera choisie en tenant compte de l'offre technique et du montant de l'offre financière de la manière suivante :

Etape 1 : Evaluation des offres techniques

1- L'offre technique sera considérée conforme si toutes les exigences du CPS et de l'article 6 du RC sont conformes.

Tout concurrent ayant présenté une offre technique jugée non conforme sera écarté à ce stade de l'évaluation technique.

2- L'évaluation technique est basée, comme présentée ci après, sur la méthode et programme pédagogique proposés, qualifications et expériences des formateurs, référence et expérience du bureau d'études :

Une note technique sur cent (100) points sera attribuée à chaque concurrent, sur la base des critères de notation technique figurant dans le tableau ci-après :

| Les critères | Les sous critères | Notation | Document pris en considération |
|--|---|---|--|
| Critère n°1 Qualité de la méthode et du programme pédagogique : (35 points) | Pertinence du programme en relation avec les objectifs de la formation ; (Maximum de la note est 13 pts) | <ul style="list-style-type: none"> • Programme bien claire et répond aux besoins et aux objectifs de la formation ; (Note = 13 pts) • Programme répond partiellement aux besoins et aux objectifs de la formation ; Note = 7 pts • Programme peu satisfaisant ; Note = 3 pts | <ul style="list-style-type: none"> • Note de présentation de la démarche méthodologique et du contenu du programme et des thèmes pédagogiques |
| | Qualité du contenu des thèmes pédagogiques de la formation ; (Maximum de la note est 12 pts) | <ul style="list-style-type: none"> • Contenu détaillé, de bonne qualité et répond parfaitement aux objectifs de la formation ; Note = 12 pts • Contenu des thèmes de qualité Moyenne répond partiellement aux objectifs de la formation ; Note = 6 pts • Contenu et Qualité des thèmes peu satisfaisant ; Note = 3 pts | |
| | Démarche pédagogique ; (Maximum de la note est 10 pts) | <ul style="list-style-type: none"> • Démarche Adaptée ; Note = 10 pts • Démarche moyennement adaptée : Note = 5 pts • Démarche peu adaptée ; Note = 2 pts | |

| Les critères | Les sous critères | Notation | Document pris en considération |
|--------------|---|---|--|
| | Nature des diplômes ; (Maxim de la note est 15 pts) = la note moyenne des diplômes des formateurs proposés | <ul style="list-style-type: none"> • Doctorat d'Etat, PHD; Note = 15 pts • Doctorat De 3^{ème} cycle, DESS, DEA, DESA, Master, ingénieurs d'Etat ou diplômes similaires : Note = 10 pts • Maitrise, licence, Ingénieur d'application ou diplômes similaires : Note = 5 pts | <ul style="list-style-type: none"> • Diplômes ou attestations d'obtention de diplômes des membres de l'équipe |
| | Expérience des formateurs en rapport avec le thème à animer ou avec des thèmes similaires : (Maximum de la note est 15 pts) = la note moyenne obtenues par les formateurs proposés | <u>Expériences Professionnelles des formateurs</u> <ul style="list-style-type: none"> • Très Bonne expérience dans le thème à animer ou dans des thèmes similaires ; N = 15 pts • Bonne expérience dans le thème à animer ou dans des thèmes similaires ; N = 12 pts • Expérience moyenne dans le thème à animer ou dans des thèmes similaires ; N = 8 pts • Peu d'expérience dans le thème à animer ou dans des thèmes similaires ; N = 4 pts • Aucune expérience dans le thème à animer ou dans des thèmes similaires Note = 0 points | <ul style="list-style-type: none"> • CV des membres de l'équipe • Une note indiquant l'expérience, la qualification de chaque formateur.... • Diplômes de |

| | | | |
|---|---|---|---|
| <u>Critère n°2</u> Diplômes, expériences et qualifications des formateurs : (45 points) | Diplômes de spécialisation et Certificats de Formation Continue détenue par le formateur : (Maximum de la note est 15 pts) = Note moyenne des diplômes et certificats des formateurs proposés | <ul style="list-style-type: none"> • De 9 à 10 certificats ; Note = 15 points • De 7 à 8 certificats ; Note = 12 points • De 5 à 6 certificats ; Note = 09 points • De 3 à 4 certificats ; Note = 06 points • De 1 à 2 certificats ; Note = 03 points • Aucun certificat ; Note = 0 | spécialisation ou Certificats de Formation continue délivrés au formateur par des institutions/établissements nationales ou internationales |
|---|---|---|---|

| Les critères | Les sous critères | Notation | Document pris en considération |
|---|--|--|---|
| <u>Critère 3 :</u> Ancienneté et pratique du concurrent. (20 points) | Ancienneté du concurrent : (Maximum de la note est 10 pts) | <ul style="list-style-type: none"> • Nbre d'années >= 5 ans ; Note = 10 points ; • Nbre d'années >= 3 ans et < 5 ans ; Note = 05 points ; • Nbre d'années < 3 ans ; Note = 03 points | <ul style="list-style-type: none"> • Attestations de références du concurrent et la date de la première contribution |
| | Pratique de la formation du concurrent : (Maximum de la note est 10 pts) La note totale = $(2 * \text{NASPu} + \text{NASPr} * 1) / 3$ | <ul style="list-style-type: none"> • Note = 2 pour chaque attestation du secteur Public ASPu (Seules les 10 premières attestations sont prises en considérations) • Note = 1 pour chaque attestation du secteur privé ASPr (Seules les 10 premières attestations sont prises en considérations) • Aucune attestation de pratique de formation ; Note = 00 pts | |

| | |
|-------------------|--------------------|
| NOTE TOTAL | /100 points |
|-------------------|--------------------|

Les concurrents ayant une note technique inférieure à 75/100 seront éliminés.

Etape 2 : Evaluation des offres financières

Tout concurrent ayant obtenue une note technique NT supérieure ou égale à 75/100 et ayant remis une offre financière jugée la moins disante est désigné attributaire du marché, sous réserve de l'application des dispositions de l'article 41 (Offre anormalement basse ou excessive) du décret n°2.12.349 précité ;

ARTICLE 18: MONNAIE

Le prix des offres doit être exprimé en dirham marocain.

ARTICLE 19: LANGUE

Les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue française.

ARTICLE 20: GROUPEMENTS

Les groupements sont soumis aux dispositions de l'article 157 du décret n° 2-12-349.



Appel d'offres ouvert n° 12/CSEFRS/2016

RELATIF A

**LA REALISATION DES ACTIONS DE FORMATION CONTINUE AU PROFIT DU PERSONNEL DU CONSEIL
SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
EN DEUX LOTS**

Présenté par



Abdelhak MSELLAK
[Signature]
Chief de Bureau
Ressources Humaines et Logistique